

DE DARDEL, MOUTINOT, REY, SCHMID, MARTIN & BARONE

AVOCATS AU BARREAU DE GENÈVE

Jean-Nils de Dardel
Laurent Moutinot
René Rey
Jean-Bernard Schmid
Jean-Jacques Martin
Anne-Marie Barone
Avocats stagiaires
Christian Ferrazino
Olivier Deferne

COPIE

Madame Sylvie KRISTOF

5, rue Vignier

1205 - GENEVE

CCP 12-11894
Téléphone (022) 21 53 03
21 36 97

1204 Genève, le 28 juin 1983
20, Promenade Saint-Antoine (Entrée rue Maurice 2)

ND/MI

Ma chère Sylvie,

Je t'expose brièvement, par écrit, l'état de la procédure pénale dirigée par Monsieur le Juge d'instruction DINICHERT.

L'expertise des Dr ERNST, FRICK et PREISI remonte au 30 avril 1982.

Nous n'avons pu en prendre connaissance qu'au début du mois de février 1983.

Depuis lors, cette expertise a été rendue publique, dans ses grandes lignes, par le Procureur Général, ce qui peut se discuter au plan de la procédure, mais comme nous avons toujours demandé que cette affaire soit instruite publiquement, il serait idiot de notre part de protester contre une "indiscrétion" du Procureur Général.

En ce qui concerne la procédure d'expertise, il faut dire qu'elle n'est pas terminée, puisque Me MENTHA et moi-même avons posé des questions supplémentaires aux experts, et que nous ne connaissons pas encore les réponses.

De plus, les avis autorisés que nous avons reçus sur l'expertise, notamment de la part du Dr GUILLERMIN et du Dr MAYO nous amènent à considérer que :

- 1) au plan de l'expertise purement psychiatrique, les experts entretiennent une conception de la psychiatrie plus que dépassée et qui justifie les pires brutalités;

- 2) Au plan pharmacologique, l'expertise est manifestement insuffisante;
- 3) Il existe une divergence surprenante entre la cause de la mort établie par le rapport d'autopsie (arrêt respiratoire) et la cause de la mort énoncée par les experts (arrêt cardiaque), en contradiction flagrante avec l'avis du Professeur BERNHEIM.

Il s'agit-là d'un élément qui me semble très important et qui, le cas échéant, pourrait nous permettre de demander une contre-expertise. Mais il faut d'abord attendre que la première procédure d'expertise soit terminée, par les réponses que les experts doivent encore donner aux questions posées par les avocats des parties civiles.

Avec mes meilleures salutations,

Nils de DARDEL